

## Accord du 8 décembre 2025

relatif à l'agenda social 2026

NOR : ASET2650105M

IDCC : 303

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**FHCM,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**HACUITEX CFDT ;**

**THC CGT ;**

**FNSCIC CFE-CGC ;**

**Pharmacie LABM FO ;**

**UNSA CS ;**

**SECI,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

### Préambule

Les organisations syndicales et patronales représentatives réunies ce jour définissent leur agenda social pour 2026.

Cet agenda pourra être modifié et/ou mis à jour à tout moment par la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI).

*(Voir page suivante.)*

## Article 1<sup>er</sup> | *Ordre du jour de l'agenda social*

Thèmes	Période de négociation
Poursuite des négociations entamées en 2025 : – déploiement des accords épargne salariale et partage de la valeur ; – accord de branche relatif à la parentalité et à la santé des femmes au travail ; – renouvellement des accords de branche relatifs à l'égalité professionnelle et au handicap.	Premier semestre 2026.  Dates de CPPNI prévisionnelles envisagées : 14 janvier 2026, 17 mars 2026, 20 mai 2026
Nouvelles thématiques pour 2026 : – rémunérations minimales annuelles garanties et prime de collection 2026 ; – rapport annuel d'activité de branche 2025.	
Poursuite des négociations entamées en 2025 : accord de branche relatif aux salariés aidants et au don de jours de repos.	Deuxième semestre 2026.  Dates de CPPNI prévisionnelles envisagées : 1 <sup>er</sup> juillet 2026, 15 septembre 2026, 18 novembre 2026
Nouvelles thématiques pour 2026 : mutuelle et prévoyance.	

Afin de garantir la qualité du dialogue social, les échéances mentionnées sont indicatives. Elles pourront être adaptées en cours d'année en fonction du rythme et des besoins des négociations.

## Article 2 | *Notification. Dépôt*

Le présent accord sera, conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives.

Il fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail et auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris dans les conditions définies par l'article D. 2231-2 du code du travail.

*Fait à Paris, le 8 décembre 2025.*

(Suivent les signatures.)